

## VII. Question économiques

Pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, l'année s'est écoulée sans qu'aucune crise grave se soit produite dans le domaine de la finance internationale. Bien plus, les réserves en dollars du Royaume-Uni et du Canada, ainsi que de la plupart des principaux pays commerçants de l'Europe occidentale, ont accusé un relèvement très appréciable. Il n'a donc pas été nécessaire, cette année, de convoquer d'urgence des conférences internationales pour traiter des complications économiques de telle ou telle partie du monde libre.

Mais tandis que les problèmes économiques de l'Occident se faisaient moins pressants, ceux de l'Orient prenaient un caractère d'actualité plus immédiate. Des ministres et des fonctionnaires des pays du Commonwealth ont tenu en 1950 d'importantes réunions, où furent examinés les problèmes économiques du Sud et du Sud-Est de l'Asie. Des mesures concrètes ont été prises dans le domaine de l'assistance technique et un programme sexennal de mise en valeur, dont l'exécution commencera le 1er juillet 1951, a été arrêté. L'établissement du Programme d'assistance technique du Commonwealth a permis de résoudre certains problèmes spéciaux du Sud et du Sud-Est asiatiques. Ce programme comporte une mise de fonds de 8 millions de livres sterling et embrasse une période de trois ans. Au mois de juin, le Parlement a voté \$400,000 à titre de contribution du Canada pour la première année. Les programmes de mise en valeur des pays du Commonwealth situés en Asie — Inde, Pakistan, Ceylan, Sarawak, Bornéo, Malaisie et Singapour — figurent au Rapport sur le Plan de Colombo, rendu public le 28 novembre 1950.

La région du Sud et du Sud-Est de l'Asie mise à part, les problèmes de la reconstruction économique et des ajustements d'après-guerre, qui préoccupaient vivement le monde libre depuis 1945, ont perdu de leur caractère troublant au cours de l'année.

Par suite de l'invasion de la Corée, cependant, les problèmes économiques prirent, pour ainsi dire du jour au lendemain, un tout autre aspect. Dans les plans d'organisation concertée, la défense prit le pas sur le rétablissement. Les mesures restrictives adoptées pour parer à la pénurie de dollars et au déséquilibre du commerce furent adoucies et même abolies en ce qui concerne le Canada, mais, la rareté des denrées s'aggravant, il fallut établir de nouvelles réglementations et de nouvelles priorités. Au Canada, le Gouvernement reçut le pouvoir de réglementer "l'emploi de matières essentielles ou la fourniture ou l'utilisation de services essentiels". Aux États-Unis, les mesures de réglementation ont réapparu dans plusieurs sphères. C'est ainsi que surgit toute une nouvelle série de problèmes aux-